

Le secrétaire général de l'ONU soutient la proposition de M. Juppé

Boutros Boutros-Ghali a exprimé, vendredi 17 juin, son soutien à l'initiative française pour une intervention humanitaire au Rwanda. La France déposera un projet de résolution devant le Conseil de sécurité de l'ONU au début de la semaine.

La France présentera au début de la semaine un projet de résolution devant le Conseil de sécurité des Nations unies à New York pour obtenir l'autorisation d'intervenir ponctuellement, a annoncé le représentant français à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée. Le concept de l'intervention humanitaire sous commandement français serait comparable à celui de l'opération montée en Somalie à la fin de 1992 par les Etats-Unis qui avaient obtenu un mandat du Conseil de sécurité avant que l'ONU prenne elle-même la relève.

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a reçu vendredi un appel téléphonique du ministre français des affaires étrangères en visite en Côte d'Ivoire, M. Boutros-Ghali « a exprimé son soutien à M. Juppé pour tout effort permettant de mettre fin aux massacres et de protéger la population rwandaise du génocide », selon une déclaration officielle citée par un porte-parole de l'ONU.

Le département d'Etat américain a déclaré vendredi que les Etats-Unis étaient « prêts à soutenir l'initiative française d'intervention humanitaire au Rwanda », soulignant que Washington avait demandé « à plusieurs reprises un arrêt des massacres ». Un porte-parole du département d'Etat a ajouté que les Etats-Unis allaient poursuivre leurs discussions avec la France « sur le meilleur moyen pour les alliés européens et les pays africains d'agir rapidement pour instituer un cessez-le-feu immédiat et mettre fin au carnage ».

Violents combats à Kigali

Sur le terrain, de violents combats à l'arme lourde ont repris tôt samedi matin 18 juin à Kigali, où une trêve était néanmoins prévue plus tard pour permettre l'évacuation de civils. Les personnes déplacées devraient être évacuées simultanément de l'hôtel des Mille Collines, en secteur gouvernemental, et de l'hôpital Roi-Fayçal, en secteur rebelle.

Des miliciens hutus ont fait irruption vendredi dans l'hôtel des Mille Collines et tiré des coups de feu, sans faire de victimes. Auparavant, les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR, majoritairement tutsi) avait déclenché une vaste opération pour évacuer 600 personnes de l'église de la Sainte-Famille, également située dans un secteur encore contrôlé par les forces gouvernementales. Le raid

des forces rebelles a fait plusieurs dizaines de morts.

La mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), prévoit de rouvrir l'aéroport de Kigali lundi, a précisé un porte-parole, Pierre Méhu. L'aéroport avait été fermé il y a deux semaines après avoir été bombardé. L'aéroport d'Entebbe, en Ouganda, continuera cependant d'être utilisé par la MINUAR.

Une enquête est en cours pour déterminer les circonstances exactes de la mort d'un observateur militaire uruguayen, tué vendredi par un tir, vraisemblablement à l'arme lourde, alors qu'il circulait dans le nord-ouest du pays, en secteur rebelle, a indiqué un porte-parole militaire de la MINUAR, le major Jean-Guy Plante. Un autre obser-

vateur a été blessé et était samedi matin dans un état stationnaire à Nairobi.

L'ancien ministre français de la Santé et ancien secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, arrivé vendredi à Kigali, devrait assister samedi à l'évacuation des civils prévue à Kigali et tenter de rencontrer les parties en conflit. Le président de Pharmaciens sans frontières (PSF), qui l'accompagne, Jean-Louis Machuron, a précisé que trois camions chargés de vivres et de médicaments devraient arriver dans les prochains jours à Kigali. De son côté, le directeur général de Médecins sans frontières (MSF), Bernard Pecoul, a dénoncé vendredi à Paris, l'utilisation du camp de réfugiés de Benaco en Tanzanie comme « base

arrière » des Hutus « sur le dos de l'aide humanitaire ». MSF a demandé une intervention armée immédiate pour mettre fin aux massacres au Rwanda.

Le quotidien bruxellois *le Soir*, dans son édition du week end, rapporte que peu après l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, le 6 avril, « deux coopérants militaires français ont été tués à Kigali, ainsi que l'épouse de l'un d'eux ». Le journal ajoute que « l'un de ces coopérants, membre du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), Jean-paul Mayertz, était arrivé à Kigali en décembre et assurait des tâches de formation notamment auprès de la garde présidentielle ». - (AFP, Reuter.)

Mille à deux mille soldats français pourraient participer à l'opération humanitaire

Entre mille et deux mille militaires français devraient participer à l'intervention projetée au Rwanda, a indiqué, vendredi 17 juin, à Abidjan, le ministre des affaires étrangères. Au cours de sa première visite dans un pays d'Afrique francophone en tant que chef de la diplomatie, Alain Juppé a précisé les contours que devrait prendre cette intervention.

ABIDJAN

de notre envoyée spéciale

« Aucun homme de bonne volonté ne peut se désintéresser du génocide en cours », a expliqué Alain Juppé, devant la communauté française de Côte-d'Ivoire. A un journaliste ivoirien qui lui demandait un peu plus tard pourquoi la réaction française était si tardive, le ministre répondit : « J'aimerais qu'on nous dise : « Bravo, vous avez enfin décidé de le faire » ; plutôt que : « Ah... Pourquoi ne l'avez-vous pas fait à temps ? » En tout cas, j'ai le sentiment qu'une fois encore notre pays prend ses responsabilités et - si vous me permettez cet excès d'immodestie - donne l'exemple. »

La France est-elle vraiment prête à intervenir alors que les dirigeants du Front patriotique rwandais (FPR) y sont a priori opposés ? « Nous tentons de les convaincre et nous avons de bons arguments », a expliqué le ministre au cours d'une conférence de presse. L'essentiel du dispositif consiste à aller protéger la population tutsie dans des zones tenues par les milices rwandaises. Comment le FPR [à dominante tutsie] pourrait-il être hostile à une telle opération ? « Il ne s'agit pas

d'une opération de conquête ou de reconquête, d'intervention militaire, a ajouté M. Juppé. Il s'agit d'une opération humanitaire, avec protection de force, pour sauver des populations. » Cette opération serait menée « sous le drapeau et avec le feu vert des Nations unies » et « avec d'autres pays pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté ».

« Appui » des Etats-Unis

Bien que les candidats ne se bousculent pas, le chef de la diplomatie française rest optimiste. Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, avec lequel il a eu une conversation téléphonique dans l'après-midi, lui a « confirmé que les Etats-Unis appuieraient cette initiative » et « plusieurs pays européens et africains ont fait connaître leur soutien de principe ».

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : deux militants d'extrême droite condamnés à mort. - Deux hauts responsables du Mouvement de la résistance afrikaner (AWB, néo-nazi), ont été condamnés à mort, vendredi 17 juin, pour l'assassinat de quatre Noirs en décembre 1993. Six autres militants de l'AWB avaient déjà été condamnés à mort le mois dernier pour ces mêmes assassinats. Les membres de l'AWB échapperont peut-être à la sentence, le ministre de la justice, Dullah Omar, ayant déposé un projet de loi abolissant la peine capitale. - (AFP, Reuter.)

Interrogé à plusieurs reprises sur les liens qui unissaient ces dernières années les gouvernements français et rwandais (dominé par les Hutus), Alain Juppé a sèchement répliqué : « Tous les procès d'intention que l'on fait aujourd'hui à la France sont scandaleux, a-t-il dit. Ce que nous avons essayé de faire, c'est de faire vivre ensemble des populations qui, de toute manière, devront vivre ensemble un jour ou l'autre. »

Quant aux informations publiées vendredi par le quotidien belge *le Soir*, selon lesquelles deux militaires français seraient à l'origine de l'attentat du 6 avril contre l'avion présidentiel rwandais, le ministre les a qualifiées d'« affabulation pure et simple ».

MARIE-PIERRE SUBTIL

INDE : violents combats au Cachemire. - Dix-neuf militants séparatistes musulmans ont été tués par l'armée indienne lors de différents affrontements qui ont eu lieu au Cachemire, les jeudi 16 et vendredi 17 juin, a indiqué l'agence Press Trust of India. Parmi les rebelles tués figurent deux membres d'une faction qui retient deux Britanniques en otages, depuis le 7 juin, pour obtenir la fin des opérations militaires indiennes au Cachemire, seul Etat indien à majorité musulmane. - (AFP.)